

Culture, développement et transformation sociétale Vers la démocratie Résumé



Le projet

DÉDICACE

A la mémoire de Hassan Abbas, l'humain

Safir est un programme ambitieux en faveur de la réalisation des Objectifs de Développement Durable et de l'inclusion économique de la jeunesse dans 9 pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient: Liban, Syrie, Jordanie, Palestine, Égypte, Tunisie, Maroc, Libye et Algérie.

Ce projet, soutenu par l'Union Européenne et l'Institut Français, regroupe cinq organismes : **le Réseau des ONG Arabes (ANND) | l'Agence Universitaire de la Francophonie | Canal France International | Pitchworthy | et LE LAB'ESS.**

Dans le cadre de ce projet, l'ANND a mené une étude sur le rôle de la culture dans le développement et dans le processus de transformation sociétale vers la démocratie et les droits de l'homme dans les pays arabes du sud de la Méditerranée. Les principaux papiers de recherche ont été préparés par cinq chercheurs et chercheuses : Dr. Hassan Abbas, Mme Jehan Abu Zeid, Mme Atidel Mejbri, Mme Mina Houjeib et Mme Jana Al-Dhaibi. Mr. Adib Nehme a assumé les tâches de coordination critique et de rédaction du rapport final. L'équipe de travail de l'ANND et de l'Institut Français à Paris a contribué à l'élaboration, la préparation et la révision de cette recherche.

Méthodologie du rapport

Ce rapport est le fruit de quinze mois de travail continue (d'avril 2020 à juillet 2021) suivant trois phases :

- 1- la phase préparatoire (développement de la note conceptuelle, sélection des chercheurs et détermination de la méthodologie) ;
- 2- le développement de cinq papiers de fond suivant une méthodologie de recherche complexe basée sur les procédés suivants :
 - Une **recherche documentaire**
 - Une **recherche participative basée sur des études de cas et des entretiens** avec des experts, des jeunes hommes et femmes concernés par le sujet, des activistes et des groupes de discussion.
 - Une analyse de contenu, notamment pour l'espace virtuel et les pages Facebook et Instagram.
- 3- L'élaboration du rapport final sur la base des données collectées au cours de la deuxième phase. Cette phase comprenait une deuxième analyse du matériel de recherche à partir de deux entrées, une thématique et une autre spatiale, basée sur les études de cas.

Le rapport final a suivi une méthodologie synthétique et analytique en accordant une importance particulière à l'aspect théorique et conceptuel.

Le rapport complet est disponible sur le lien suivant :
<https://bit.ly/3kqjxcE>

Prélude

“Un pays qui participe massivement aux funérailles d'un poète est certainement un pays qui va bien !” déclare un citoyen de Damas participant aux funérailles du poète Nizar Kabbani dans une scène de la série “Les Quatre Saisons” du réalisateur et artiste Hatem Ali. Une scène qui s’est répétée à Damas le premier jour de 2021 lors des obsèques de Hatem Ali lui-même décédé quelques jours plus tôt (29 décembre 2020). Des milliers de personnes ont participé à ses funérailles. Une tristesse profonde et sincère émanait, dans un pays pourtant déchiré par la guerre, miné par les problèmes et ravagé par l'épidémie du Covid19. Hatem Ali les a tous rassemblés au-dessus des divisions, des haines et de la guerre. C'est le secret de l'art et de la culture.

Les pays arabes ont connu des cas similaires mais d'ampleur différente. Les funérailles du poète tunisien **Mohamed Al-Saghir Awlad Ahmed** (décédé le 5 avril 2016) ont été une manifestation pour la liberté et une rupture avec les traditions patriarcales. Beaucoup de femmes tunisiennes l'ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure. Le décès de l'artiste palestinienne **Reem Al-Banna**, le 24 mars 2018 a touché le cœur de nombreux palestiniens. Ses funérailles ont été une symphonie d'amour pour la Palestine et la liberté.

Plusieurs décennies auparavant, le 3 février 1975, plus de 4 millions d'égyptiens (accompagnés de dizaines de millions à travers les médias), ont fait leurs adieux à “l'Astre de l'Orient” **Um Kulthum** dans des funérailles qui n'ont eu d'égal que celles du leader historique **Gamal Abdel Nasser**.

C'est comme si les artistes - qui symbolisent la culture – incarnaient dans leur créativité l'essence d'une génération, d'un peuple ou d'une époque entière. Comme si la culture était la plus sincère expression de l'identité, des valeurs et des rêves.

Nous ne célébrons ni la mort, ni les rites funéraires. La mort elle-même n'est qu'une occasion pour célébrer la vie. Cette vie dont la culture et les créateurs accumulent le flux intarissable, pour créer des modes d'expression qui nous touchent, qui suscitent la joie, l'espoir et d'autres sentiments propres à façonner nos vies et celles de nos communautés.

Il s'agit donc de la vie, et de la culture vécue au quotidien par un large public. Il s'agit de la culture en tant que production créative d'élites aux appartenances et aux intérêts divers, mais qui ont su générer des mouvements extrêmement riches transcendant les frontières et le temps.

Puisque la culture est aussi une vie et une pratique, il est inconcevable durant cette période de post-Printemps arabe (2011) d'ignorer les multiples formes de création et les innombrables contributions des jeunes, des femmes et de tous les citoyens des pays arabes qui ont pris part aux révolutions en Tunisie, au Caire et au Yémen, en passant par Beyrouth, Bagdad, jusqu'à l'Algérie et le Soudan. Cette période a connu une créativité artistique et culturelle qui s'est manifestée dans les comportements, les modes de vie et les valeurs, que ce soit au niveau de la rue ou dans l'espace virtuel. Ainsi est née une culture nouvelle engendrée par des dizaines de milliers de citoyens et citoyennes. Ces pratiques nouvelles constituent sans aucun doute une matière riche pour étudier et penser le sens de la culture, son impact et celui des créateurs.

Cette célébration de la culture provoque également l'hostilité. Qu'est-ce qui pousse un dirigeant ou un parti d'un pays ou d'un pouvoir à assassiner un dessinateur comme **Naji Al-Ali** (artiste palestinien assassiné le 29 août 1987), si ce n'était sa popularité et son influence ? Ou pourquoi

Prélude

abolit-on l'enseignement de la philosophie et les sciences sociales, comme cela s'est produit au Maroc dans les années soixante ? Qu'est-ce qui fait que des régimes puissants craignent un espace public sans surveillance ? Presque tous, en même temps, promulguent des lois qui criminalisent la liberté d'opinion sur les réseaux sociaux sous prétexte de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme. Cette confrontation avec la culture exercée par le pouvoir en place à travers ses institutions prend des formes multiples, parfois celui d'un affrontement avec la société comme s'il s'agissait d'un choc de cultures diverses au sein d'une même société.

Ces questions et d'autres sont à la base de ce rapport.



Chapitre I : Cadre conceptuel - problématiques de la recherche

1- Trois concepts : culture, développement et démocratie

Le rapport adopte le concept de culture découlant de la définition anthropologique, conforme à la définition de l'UNESCO lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles à Mexico en 1982, qui considère que la culture est « **l'ensemble des caractéristiques spirituelles, matérielles, intellectuelles et émotionnelles d'une communauté ou d'un groupe particulier. Elle comprend, outre les arts et la littérature, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain et les systèmes de valeurs, de traditions et de croyances.** »

Le rapport distingue les cultures **primaires** (héritées) et les cultures **secondaires** (volontaires), et considère les formes d'interaction entre elles comme une dynamique expliquant le contexte général du développement de la culture dans la société, notamment entre tradition et modernité, et entre les valeurs passées et les valeurs des droits de l'homme. Une interaction conflictuelle régie par la priorité des fonctions politiques et sociétales actuelles dans ces sociétés plus que la simple poursuite d'un passé hérité.

Quant au **développement**, il s'agit d'une voie de développement sociétal qui comprend cinq dimensions : économique, sociale et environnementale, en plus des dimensions politique et cognitive/culturelle. La connaissance et la culture doivent être traitées comme une dimension indépendante, non moins importante que les autres dimensions, et son omission (avec la dimension politique) est l'une des lacunes de l'interprétation dominante et partielle du développement durable.

S'agissant de **la démocratie** dans le sud de la Méditerranée, parvenue à une étape dite de

«transition démocratique» après les printemps arabes, elle comporte deux niveaux d'analyse: **politique**, qui est le plus important, **et technique**, représenté par ce qui relève des termes de bonne gouvernance et modernisation institutionnelle. Dans les pays arabes, le politique est le niveau décisif par excellence, en raison du caractère néo-patrimonial de l'État, qui est clé pour comprendre la dynamique du conflit et sa transformation. Cela signifie que penser la dynamique politique de ces pays sous l'angle de la transition est partial, et qu'il est plutôt correct de la décrire comme étant **une phase institutionnelle fondatrice d'un processus de transformation profonde** sur lequel se fonde le contexte des événements et ses évolutions.

2- Problématiques mondiales et régionales

Il est évident que les politiques publiques manquent d'intérêt direct et explicite pour la culture comme facteur contribuant au développement et au changement. En fait, la culture est plutôt instrumentalisée à des fins de profit dans une logique mercantile, ou comme outil de mobilisation politique.

Le rapport considère que les problématiques culturelles (et autres) qui se posent dans les pays arabes du sud de la Méditerranée ne constituent pas une exception par rapport aux problèmes mondiaux. Il s'arrête d'abord à quatre phénomènes globaux spécifiques :

1. L'expansion massive du consumérisme ;
2. La montée populisme de droite ;
3. Le repli sur des appartenances identitaires ;
4. Les tendances de l'après Covid-19 concernant

l'avenir de l'organisation sociétale, les aptitudes à contrôler la vie individuelle et publique, et à utiliser la technologie pour diffuser des idées extrémistes et consolider des approches économiques.

A ces problématiques s'ajoutent ensuite cinq autres propres à la région :

- 1- La démocratie et les droits de l'homme, et la question de « l'exception démocratique » ;
- 2- La domination de la culture patriarcale, machiste et la place de la femme dans la société ;
- 3- Les identités subsidiaires ;
- 4- La désintégration sociétale et culturelle résultant des situations d'occupation, de guerres et de conflits ;
- 5- La déficience de la production des arts, des connaissances, le faible niveau d'éducation, et l'hostilité politique officielle à la culture.

Tous ces problèmes sont présents de manière intégrée dans l'analyse des différentes parties du rapport, qui adopte une approche atypique.



Chapitre II : Contexte régional (développements récents)

Le printemps arabe

L'onde de choc de l'an 2011 était une conséquence logique et naturelle dans un contexte propice. En revanche, la **surprise**, voire le **choc** exprimé par la plupart des parties à l'égard du Printemps arabe était dû à **l'absence de vision ou à l'ignorance des facteurs de crise qui s'accumulaient, que ce soit par manque de connaissances et d'intérêt, ou du fait de perceptions culturalistes idéologiquement biaisées sur les sociétés de la région, souvent perçues comme inadaptées à la démocratie ou à la modernité.**

Les transformations des pays arabes ne s'écartent pas du cours général de la mondialisation. Au contraire, elles sont cohérentes avec les tendances globales, marquée par des reculs importants du système de valeurs des droits de l'homme, la réémergence de tendances militaristes et sécuritaires, et la domination du consumérisme.

Deux problématiques dans les pays du sud de la Méditerranée : **la migration** et **le système éducatif** représentent à la fois des problèmes chroniques et structurels qui sont toujours d'actualité et directement liés au sujet de ce rapport.

Migration : des sociétés qui expulsent leurs jeunes et leurs citoyens

Les évolutions qui ont caractérisé les sociétés arabes du sud de la Méditerranée, et les nombreux conflits et guerres violentes qui s'y déroulaient, ont fait des pays de la région des pays qui expulsent leurs propres populations, notamment les jeunes et les élites professionnelles et éduquées (auxquels s'ajoute la migration de la main-d'œuvre en général).

Ce désir d'émigrer ne peut être attribué à une cause unique. La migration entraîne des

changements non négligeables dans la conscience et le comportement du migrant, ainsi que celui de son entourage immédiat. La migration de masse provoque à son tour des changements dans les pays d'accueil et leurs sociétés. Cette dynamique est parfois perçue comme un « choc des civilisations » par les changements culturels qu'elle déclenche dans différentes directions.

En 2020, 22% de la population des pays arabes exprimait son désir d'émigrer, selon « Arab Opinion Index ». Le facteur culturel s'ajoute aux raisons économiques, politiques et sécuritaires. Une analyse comparée des résultats de l'Index **entre 2011 et 2020** montre que **la part de l'Europe comme destination privilégiée d'émigration était passée de 33% à 38%, et celle des pays « occidentaux » (Europe, Canada et Amérique) de 51% à 58%. En revanche, le désir d'émigrer vers les pays arabes a chuté de 31 % à 17 % (et vers les pays du Golfe de 16 % à 12 %)**¹. **La nette préférence pour émigrer en Europe, au Canada et en Amérique contredit la perception répandue de l'aversion culturelle et civilisationnelle entre Orient et Occident** (et par extension entre le christianisme et l'islam dans certaines idéologies culturalistes).

La migration n'est pas un mouvement spatial/géographique, mais **plutôt un mouvement vers un espace sociétal et culturel caractérisé par des marges de liberté protégées par la loi. Cette espace offre des opportunités d'ouverture**

« Toute personne essaie de parvenir à une identité claire pour appartenir à un groupe qui le protège, comme une communauté ou une religion. En Allemagne, l'État me protège par la loi, selon les principes des droits de l'homme, indépendamment de mon appartenance idéologique ou ethnique, tandis qu'en Syrie, j'avais besoin d'appartenir à une secte et à une famille. »

Jamil: un jeune Syrien qui a immigré en Allemagne après 2011

¹Indice arabe 2020/2019 en points. Centre arabe de recherche et d'études politiques, Doha ; 2020. <https://arabindex.dohainstitute.org/AR/Documents/The-20-2019-Arab-Opinion-Index-in-Brief-AR.pdf>

culturelle avec des options interdites dans le pays d'origine. Cette migration n'engendre pas une révolution dans la culture de l'individu (ou du groupe) dans la mesure où les éléments culturels qui émergent dans les pays d'accueil étaient probablement latents dans le pays d'origine mais réprimés ou rendus invisibles.

Une éducation qui promeut la culture conservatrice

Les systèmes éducatifs dans les pays arabes sont des systèmes traditionnels avec des approches d'enseignement passives qui freinent la créativité, la liberté de pensée et l'esprit critique. Ils manquent de méthodes interactives et participatives permettant l'interaction demandée par les étudiants, le personnel éducatif, l'administration et la communauté. De plus, les contenus et les programmes sont en décalage avec l'époque. Ils ne sont adaptés ni au niveau scientifique et technologique, ni au niveau des valeurs et des concepts qu'il faut transmettre aux élèves, notamment celles de citoyenneté et de droits humains.

De manière générale, les taux de scolarisation dans les pays de la région se sont améliorés au cours des deux dernières décennies. Cependant, les problèmes liés à la qualité de l'enseignement sont plus sérieux, puisque seulement 50 % des élèves qui terminent le premier cycle de l'enseignement secondaire ont la maîtrise minimale requise en mathématiques, et que seulement 40 % des élèves terminent leurs études secondaires². Les élèves du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se classent systématiquement parmi les plus faibles dans les évaluations des résultats scolaires mondiaux.

Enseigner l'obéissance et la conformité

Le rapport de la Banque mondiale «Perspectives et Aspirations d'une région : un nouveau cadre pour l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord»³ note que le système éducatif de ces pays **privilégie la tradition, la discipline, et les diplômes aux dépens des critères et tendances éducatives modernes.**

Un rapport de la CESAO constate également que « les systèmes éducatifs dans la région arabe ont été **conçu pour ralentir le rythme du changement social...** (et) que «les régimes autoritaires n'ont pas seulement développé des programmes d'enseignement qui cherchent à inculquer des valeurs conservatrices aux étudiants, mais ils les ont également utilisés comme **un outil d'endoctrinement des croyances.**»⁴

«... l'État craint de nos jours les libres penseurs sans contraintes... Une personne qui dit non à une sombre réalité l'inquiète et le préoccupe. Malheureusement, l'état a réussi faute de société éclairée.»

Rahma : Une étudiante tunisienne

Outre le contenu des programmes d'enseignement, les méthodes d'apprentissage traditionnelles et la tolérance de la violence et de l'éducation punitive dans le milieu scolaire, **deux points importants ont un impact significatif sur la formation culturelle des apprenants :**

1- La séparation entre les filles et les garçons dans certaines écoles. Celle-ci renforce la discrimination basée sur le genre, pilier de la pensée machiste.

2- L'interdiction fréquente des conseils d'élèves dans les écoles, y compris les universités. Ainsi, les jeunes quittent l'école sans aucune expérience de participation au fonctionnement de l'établissement, une expérience démocratique pourtant nécessaire.

²Rapport arabe sur le développement durable 2020. CESAO.

³Perpectives et Aspirations d'une région : un nouveau cadre pour l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Banque mondiale 2020

⁴Rapport sur le développement social, numéro deux : Inégalité, indépendance et changement dans le monde arabe. CESAO, 2017. <https://bit.ly/3ngQo4A>

Chapitre III: Analyse des principales problématiques (approche thématique)

Ce chapitre adopte une approche thématique de l'analyse. Il couvre cinq problématiques majeures dans les pays et sociétés arabes du sud de la Méditerranée :

- 1- Problématique de l'identité.
- 2- Problématique de la religion.
- 3- Problématique de la démocratie.
- 4- Problématique de l'égalité des sexes.
- 5- Problématique de la culture consumériste.

1.L'identité

La constitution de l'État-nation revêt une dimension symbolique qui fait de l'allégeance à l'état une **identité nationale** et une appartenance commune des citoyens définis comme un peuple. Cette identité **nouvellement formée transcende (et n'abolit pas) les identités traditionnelles héritées de l'étape prémoderne de l'État**. Cependant, des décennies de mondialisation accélérée ont conduit à une crise de l'identité nationale moderne, stimulant l'émergence d'autres identités supra-étatiques et infra-étatiques de toute nature, notamment la réviviscence des identités subsidiaires héritées des périodes prémodernes et d'avant la formation de l'État civil moderne, dont les plus présentes sont:

- les **identités familiales - claniques - tribales**, des identités de nature spatiale locale, fondées principalement sur des liens de parenté;
- les **identités nationales, ethniques ou raciales**, parfois associées à une spécificité linguistique;
- les **identités religieuses ou sectaires**.⁵

La culture - en tant que prise de conscience des pratiques et des modes de vie - devient une identité lorsqu'elle puise tout son contenu dans la formation individuelle et collective de la personne

concernée, et lorsque la distance entre l'individu et le groupe auquel il appartient diminue, car **l'identité est généralement une identité collective** plutôt qu'une identité individuelle. L'identité collective - telle que nous la voyons incarnée dans la pratique dominante - **est l'expression du moi collectif qui est différent/contradictoire/ et s'oppose à l'autre collectif**.

Ce sont les données socio-historiques d'un pays ou d'une société qui forment la base matérielle de la pluralité des identités. Et il arrive qu'une sous-identité dépasse d'autres identités, en particulier l'identité nationale civile moderne, que ce soit pour défendre des privilèges, ou - ce qui est le cas prédominant - pour créer des mécanismes de solidarité et de coopération contre ce qui est considéré comme une injustice ou discrimination de la part du régime ou une autre «identité dominante».

Ce ne sont pas les identités primaires qui déterminent la nature de l'État et des relations sociales, mais plutôt les secondes dans une large mesure. En fait, les nouvelles identités n'annulent pas les anciennes, mais les transforment, changent leur hiérarchie dans la vie publique, et modifient leurs fonctions, ou du moins il y a une inter-influence entre les deux.

«Avant le déclenchement des révolutions, j'étais un Syrien, un comédien de théâtre jeune, emprisonné dans une longue liste d'identités traditionnelles qui m'ont été imposées», dit Jamil (qui a émigré pour l'Allemagne après 2011),⁶ «Avec la révolution, l'identité de l'activiste politique et humanitaire et de l'artiste a fait surface, d'autres identités sont restées, mais leurs positions ont changé.

⁵ Il faut aussi faire référence à l'identité sexuelle ou de genre qui est importante en plus des trois identités mentionnées. Cependant, cette quatrième identité a un statut particulier et elle pénètre d'autres identités, y compris les identités civiles modernes. Le rapport complet lui a consacré une place importante dans ses sections.

⁶ Les citations contenues dans ce rapport sont des extraits des entretiens menés par les chercheurs ou par l'équipe du Réseau arabe avec plusieurs personnes afin de préparer les documents de référence pour le rapport, sauf indication contraire.

Le changement des circonstances renforce une identité en nous et en enterre une autre. »

Les principes universels régissant la vie communautaire et l'État (tels que l'existence d'une constitution et d'un système juridique qui assure une protection totale) sont un élément crucial dans la transition de l'auto-identification comme membre d'un groupe primaire (une secte/communauté, une famille, etc.), à celle d'un citoyen et individu qui n'a pas besoin que de la protection de la loi.

Identité et jeunesse après le printemps arabe

Les révolutions arabes ont conduit à un choc entre la jeunesse et l'identité. La dignité et le renversement du régime, la liberté, la justice sociale, les moyens de subsistance et le travail, toutes ces revendications étaient liées de manière implicite et visaient à se débarrasser du modèle étatique dominant, y compris dans sa composante culturelle, et ce qu'il imposait comme identités individuelles et collectives.

"...Pendant la révolution. Je m'identifiais avec l'identité collective qui habitait la Place Tahrir et les autres places. Je pensais que mes nombreuses identités en tant que femme non-croyante et photographe, allaient trouver leurs espaces... mais après la défaite de la révolution, nous avons repris notre identité, celle pour laquelle nous avons été persécutés. J'ai arrêté de me définir comme égyptienne.»
Nour - Egypte

La dimension culturelle de l'agenda du changement et la recherche d'un nouveau modèle de société (l'État civil et démocratique moderne) questionne les identités en place. A ce titre, le rapport à l'identité est une dimension fondamentale des transformations portées par les Printemps arabe. Lorsqu'une sous-identité s'enracine, elle se transforme en une identité hégémonique et en un outil de mobilisation collective. Elle entre alors en conflit avec les valeurs de démocratie, de justice sociale et d'égalité des droits et s'oppose au système politique et sociétal dominant, qui perd alors son caractère national inclusif. Plus les pays, les régimes et les sociétés sont enclins à

véritablement reconnaître la diversité, le principe d'égalité, l'état de droit et la démocratie, **plus la conflictualité entre les identités et les cultures dans une société s'estompe.**

L'identité à l'ère de la technologie et d'internet

Les caractéristiques de l'espace virtuel, notamment les médias sociaux, en font un espace privilégié pour les personnes partageant des idées similaires. Ceci génère une dynamique propice au développement d'attitudes extrémistes et radicales, favorisée par l'absence de contrôle sur le contenu (sauf exceptions) et par les incitations des responsables de la page en question ou de son groupe le mieux organisé.

En ce sens, l'espace virtuel n'est pas l'expression la plus fiable de la réalité existante. Il est biaisé vers des idées radicales de tout bord. Son contenu manque souvent de cohérence interne. Cependant, **il représente une source propice pour identifier les dynamiques et les tendances de l'opinion dans les catégories inférieures et marginalisées de la société, ainsi que parmi les tranches d'âge qui l'utilisent le plus, notamment jeunes et adolescents. Ces tendances constituent une des composantes de l'image réelle des sociétés et de leurs cultures.**

2. La religion

La religion joue un rôle continu et important dans la vie communautaire et politique des pays du sud de la Méditerranée. Cependant, de nombreux dérapages peuvent dévier toute compréhension et analyse objective de la réalité vers une compréhension idéologique basée sur des paradoxes ou des exagérations.

Nous nous référons notamment aux approches qui isolent la religion de son cadre politique (en tant qu'idéologie) ou du facteur culturel dans sa composition globale ; qui limitent la pratique religieuse (ici à l'Islam) et ignore l'existence d'autres religions (chrétienne, juive, bahaïe, etc.). Ces approches pourraient ainsi négliger **les affiliations**

communautaires ou sectaires, dont l'efficacité semble plus puissante que l'affiliation religieuse générale. Par exemple, nous pourrions noter l'important rôle politique et culturel du sectarisme au Liban et en Irak, ou même l'appartenance sectaire chiite ou sunnite qui s'avère plus présente avec son contenu politique dans les conflits de la région que l'appartenance à la religion commune qu'est l'Islam. Il ne faut pas aussi oublier que le primat de la religion ou de la secte s'applique à d'autres religions, notamment le christianisme, qui a une présence tangible et influente comme au Liban et en Egypte, ou le judaïsme dont se trouve un exemple très extrême qui est l'Etat d'Israël, qui se définit avant tout comme un État religieux.

La religion n'est pas un principe qui explique (presque) tout, mais c'est aussi un phénomène social, historique et culturel qui doit être interprété dans son contexte et pas nécessairement comme une donnée fixe, simple et plate.

Prémices d'une transformation après le printemps arabe?

Environ la moitié des jeunes arabes (49 %) disent que l'influence de la religion s'affaiblit au Moyen-Orient. **Rami** (un poète égyptien nubien qui vit au Caire) décrit les révolutions comme étant «une révolte contre les constantes politiques et intellectuelles, qui ont incité des groupes de jeunes à dévoiler leur scepticisme à l'égard du religieux, et d'autres à déclarer publiquement leur abandon de la religion.» Il en cite comme exemple «la renonciation du hijab dans la société égyptienne qui a commencé timidement dans les mois qui ont suivi la révolution et s'est ensuite propagée dans les gouvernorats.»

L'interprétation varie d'un pays à l'autre. **Sana'**, une militante féministe tunisienne, considère par exemple que «la laïcité de la Tunisie à l'époque de Habib Bourguiba et Zine El Abidine Ben Ali était comme une feuille de vigne qui occulte une culture religieuse du peuple profondément enracinée, et qui a émergée à la surface après la révolution

(2011).» Tandis que **Mohammed**, un jeune journaliste libyen, estime que «la révolution en Libye a conduit à la remise en cause de toutes les croyances répandues, qu'elles soient religieuses, tribales ou concernent les attitudes envers la femme.»

Caractéristiques de la religiosité dans les sondages d'opinion

Il est impératif de distinguer entre religiosité sociale et religiosité politisée et idéologisée pour comprendre le rôle de la religion dans la société. Dans le rapport de l'Indice arabe (Arab Index) pour l'année 2019/2020⁷, 40 % des personnes interrogées considèrent « religieux » celui qui pratique régulièrement les actes culturels obligatoires, c'est-à-dire qu'ils privilégient **l'aspect rituel**; Alors que 30% favorisent les qualités morales d'une personne religieuse, c'est-à-dire l'honnêteté et la fidélité (**un aspect éthique/moral**) ; et environ 25% voient la priorité dans les relations de la personne avec les autres (bon traitement, respect des valeurs de la famille - **un aspect social - relationnel**).

Il convient de noter à cet égard que la foi religieuse et l'idéologie religieuse sont toutes deux étroitement liées à des divisions confessionnelles et sectaires, la religiosité se trouvant rarement sous sa forme religieuse pure autant que sous sa forme confessionnelle-sectaire.

En bref, la religion n'est pas un facteur unique indépendant des autres. Au contraire, son rôle s'explique en relation à l'histoire politique et sociale du pays en question, ainsi que par les caractéristiques du système politique, les crises politiques et d'autres développements. La religiosité actuelle (islamique en particulier) diffère de la religiosité héritée. C'est une religiosité très contemporaine et l'une des manifestations de la mondialisation et de l'ère post-état-nation.

Hanan, une jeune ingénieure informaticienne jordanienne, **remet en question la religiosité**

⁷The Arab Index, source citée. Ces résultats s'appliquent à la période entre 2012 et 2020.

des jeunes hommes qui, à son avis, est une religiosité sélective et formelle qui vise uniquement à renforcer leur présence dans la société et leur contrôle des femmes. Bien que la culture patriarcale soit tout à fait suffisante pour imposer la domination masculine sur les femmes, la couverture religieuse ajoute à cette domination un pouvoir sacré et irrésistible qui affaiblit la résistance des femmes et la fige parfois complètement.

".. J'ai été menacée de divorce quand j'ai voulu enlever le voile, et mon mari a trouvé tout le soutien des hommes de ma famille. C'était insolite car mon mari ne priait pas et qu'il buvait de l'arak (une sorte d'alcool).. invoquant Dieu dans toutes ses conversations comme s'il croyait que ses actions en étaient inspirées !".

Hanan - Ingénieur en informatique, Jordanie.

Cette fonction de la religion - fortifier la culture, les comportements, les coutumes et les traditions d'une part, et fortifier l'autorité politique, sociale ou toute autre autorité d'autre part- se répète dans tous les domaines. On retrouve ses formes les plus évidentes et les plus extrêmes dans l'espace virtuel, où les conceptions religieuses les plus extrêmes sont fréquemment utilisées pour justifier des préjugés de toutes sortes.

3. L'égalité des sexes

La discrimination actuelle à l'égard des femmes et la quête continue pour les contrôler ne peuvent être considérées comme une extension linéaire des traditions héritées des époques précédentes. Au contraire, ce sont des idées et pratiques contemporaines qui servent des fonctions politiques existantes comme le fait que l'idéologie patriarcale soit à la base de la fondation du pouvoir dans les pays où le gouverneur emprunte l'image du père pour décider sur ses sujets (ce qui nie la citoyenneté), et où le père s'attribue l'autorité du souverain pour contrôler les membres de sa famille, femmes et jeunes en particulier.

Le défi de l'autorité masculine dans l'espace privé (la famille, la famille étendue, le clan, la tribu, le domaine local immédiat) constitue un

risque direct, la possibilité d'une rupture dans la légitimité du souverain et de son système. Ainsi, contrôler les femmes dans les sphères publiques et privées est un prérequis pour restreindre la démocratie et les droits de l'homme dans l'État et la société en général.

Les femmes et le printemps arabe

Beaucoup ont noté la disparition du phénomène de harcèlement des femmes et des filles sur les places de sit-in, y compris dans un pays comme l'Égypte où il est très répandu. On peut conclure que : lorsque des centaines de milliers de citoyens étaient dans les rues à l'époque du mouvement sur les places, le harcèlement des femmes et des filles a disparu. Et lorsque les gens se sont retirés de la rue, ce phénomène est revenu, et a même été utilisé pour éloigner les femmes de la rue et reprendre le pouvoir de contrôler la sphère publique.

Deux leçons à tirer alors : la première est que l'hypothèse selon laquelle le harcèlement est une culture populaire est fausse ; la seconde est que le prélude à la reprise du contrôle autoritaire de la rue a commencé par l'expulsion des femmes et leur interdiction de participer activement à l'espace public.

« J'ai vécu en négociant avec mon père mes droits les plus élémentaires : mes études d'ingénierie, qui ont rencontré une vive résistance, et mon désir de me présenter aux élections locales, qui m'a valu de graves violences physiques de la part de mon frère aîné. » raconte Hanan (de Jordanie). Elle ajoute : « Maintenant, mon mari joue le rôle de mon père et de mes frères. »

Il est clair que Hanan a été sujette à la plus sévère violence lorsqu'elle a tenté de jouer un rôle dans l'espace public (se présenter aux élections locales), car il s'agit d'un domaine à prédominance masculine. Ceci confirme la fonction politique de la pensée masculine pour maintenir le fondement familial-tribal de l'autorité politique au niveau national, et pour dénoncer la sortie des femmes

de la sphère traditionnelle dominante vers la sphère publique plus large.

Les droits des femmes sont principalement une affaire sexuelle

Ces positions et débats soulèvent des questions sur la nature de leur arrière-fond intellectuel et culturel. On discerne ici deux facteurs :

- **Le premier** est que n'importe quel sujet abordé, qu'il soit familial, personnel, économique ou politique, etc. peut devenir **un sujet sexuel** et moral selon le vocabulaire des détenteurs de cette pensée.
- **Le second** est que **toute position liée aux femmes est renvoyée tout simplement à une affaire de sexe et de morale, et à la religion.**

De telles situations émergent sous leur forme la plus extrême dans l'espace virtuel, où il n'y a pas de censure, et où la domination masculine est affichée sans vergogne.

4- Démocratie, citoyenneté et droits de l'homme

Toutes les révolutions du printemps arabe portaient une revendication politique directe, qui était le renversement des régimes et le départ des gouvernants. Cette revendication qui intensifiait l'objectif du mouvement débutait nécessairement par un changement politique, et devait s'accomplir dans la construction d'un État civil démocratique moderne.

Contrairement au stéréotype dominant, le concept religieux, ou national ou l'idée de classe sociale ne figuraient pas fortement dans les expressions et choix des citoyens dans ces pays. Ce constat **sape complètement l'idée d'une exception ou d'une résistance arabe à la démocratie.** Le choix spontané et naturel du peuple libéré de la répression et de la coercition qui lui étaient imposées, est la démocratie constitutionnelle, la justice et les droits de l'homme. Les autres choix opposés qui prévalaient avant et qui prévalent

aujourd'hui dans plusieurs pays ne sont que des choix imposés et momentanés.

La démocratie dans les sondages et les études

Selon l'Indice arabe (Arab Index) pour l'année 2019-2020,⁸ 89 % des citoyens de la région arabe peuvent formuler une définition claire de la démocratie. Le soutien à la démocratie atteint 76%, contre 17% chez ceux qui s'y opposent. De plus, 74% croient que le système démocratique est le plus approprié à leurs pays. L'obstruction à la démocratisation est due en partie au contexte historique, à partir de la première Renaissance (fin du XIXe siècle). **La marginalisation du libéralisme (politique et social) et la primauté du groupe par rapport à l'individu ont enraciné dans la société des pratiques non démocratiques et ont empêché la formation d'une culture alternative. L'obstruction au mouvement de réforme religieuse en faveur de la subordination des institutions religieuses au pouvoir politique a aussi facilité la résurgence des perceptions conservatrices et dogmatiques de la religion.**

Dans l'espace virtuel nous en voyons une manifestation extrême dans les débats sur les valeurs de liberté, de tolérance, d'extrémisme, de terrorisme et d'autres questions similaires liées à la dimension culturelle de la transformation démocratique.

5- La mondialisation et la culture de consommation

Aborder la culture dans les pays arabes du sud de la Méditerranée en la limitant à la composante traditionnelle, conservatrice et héritée défie la vérité. Il existe d'autres «cultures et discours» plus proches des **valeurs de la modernité classique et des valeurs de citoyenneté et de droits humains.** La «culture de la mondialisation de la consommation» est également très répandue, et coexiste avec la composante conservatrice.

L'application Instagram présente une image de

⁸-Arab Index 2019-2020, source citée.

la société et de la jeunesse différente de l'image du fanatique religieux, ou de celui qui s'identifie au groupe et aux traditions et n'apprécie pas son importance en tant qu'individu, ou même de celui qui privilégie son appartenance citoyenne, sociale et politique. Ceci est au cœur de la culture mondialisée de la consommation, qui est l'une des composantes principales des sociétés et cultures de la région du sud de la Méditerranée.

Le rapport analyse l'utilisation de l'application Instagram et de son contenu en Palestine, en Algérie et en Tunisie, et conclut que la culture de consommation mondialisée est répandue dans ces pays. Deux pages individuelles d'un jeune homme (Farouk) et d'une jeune femme (Marwa) d'Algérie comprenant des sujets légers, de divertissement, socio-publiques et marketing attirent environ 5 millions de personnes. La page de Becky de Tunisie, qui fait la promotion des cosmétiques, compte 1,4 million de personnes ; la page des sœurs Haya et Maram de Palestine, compte un million de followers ; et Mahmoud Al-Issawi de Palestine est également suivi par 1,8 million de personnes... etc. Quand on compare par exemple avec la page AJ+, qui est une page régionale-mondiale suivie par 11 millions de personnes et soutenue par des institutions médiatiques (Al-Jazeera) et des organisations à fort potentiel, c'est seulement environ le double du nombre d'adeptes des deux Algériens Farouk et Marwa. **Notons également que les pages de réseaux sociaux en Algérie contenaient le plus grand nombre de commentaires extrémistes sur la religion, l'identité, l'hostilité à l'Occident, le rejet de l'égalité des sexes, de la démocratie, etc.** Il est également important d'ajouter que le fait que certaines des propriétaires de ces pages soient voilées n'a pas été un facteur limitant l'affiliation à cette culture de consommation, au contraire, les deux phénomènes coexistent naturellement. Ce qui montre que les explications limitant le port du

voile à une expression culturelle conforme à un mode de vie relèvent du simplisme.

Tout cela devrait nous inciter à remettre en cause le stéréotype qui suppose que la pensée fanatique dans ses diverses manifestations reflète véritablement les sociétés arabes et leur culture.

Chapitre IV : Deux études de cas du maroc et du liban : l'approche spatiale

Ce chapitre comprend deux études de cas. La première se concentre sur le développement de la vieille ville de Casablanca au Maroc, son patrimoine matériel et immatériel, et les politiques publiques pour faire face à ses problèmes. La seconde concerne la capitale du nord du Liban, la ville de Tripoli et se concentre sur les problèmes de l'identité et l'image stéréotypée de la ville comme fief de l'extrémisme religieux. Elle montre la vitalité culturelle et le dynamisme humain qui contredit cette image négative.

A - La vieille ville de Casablanca

La vieille ville représente un aspect important de l'identité, de l'histoire et du patrimoine urbain, culturel et social de la ville. La façon dont elle est traitée, les transformations qui touchent sa position dans le tissu urbain général et sa relation avec la nouvelle période dévoilent des aspects significatifs de l'interaction gouvernementale et populaire avec la culture, en vertu de ce que la vieille ville représente comme incarnation vivante de la culture historique et de ses transformations produites à la lumière des changements contemporains et du passage vers l'espace des villes modernes et mondialisées.

La conception de la vieille ville, sa fonction et sa valeur ont changé suivant deux grandes phases :

- **une première** caractérisée par la maximisation d'une certaine compréhension du modernisme et par la diminution de l'intérêt pour la valeur culturelle et patrimoniale de la vieille ville et son rôle économique, en particulier avec l'expansion du commerce et des activités économiques modernes par opposition à l'artisanat et aux activités traditionnelles qui symbolisaient la vieille ville. À ce stade, les infrastructures et la qualité de vie de la vieille ville se sont dégradées ; ses caractéristiques urbaines ont été négligées ou

détruites et remplacées pour servir de nouvelles activités commerciales et économiques.

- **La deuxième phase a été marquée par un retour à l'intérêt pour la Vieille Ville** pour deux raisons principales, la première étant d'éviter l'instabilité sociale et politique résultant de la dégradation des conditions de vie, de la marginalisation et des inégalités dans la ville. La deuxième est la redécouverte de l'importance économique et touristique du patrimoine et de la culture.

Dans ce contexte, on peut s'intéresser au projet de réhabilitation de la « Vieille Ville » lancé en 2011 qui comporte de nombreux points positifs en tant que stratégie de projet ciblant les bâtiments et les habitants, mais qui ne s'est pas complètement éloigné des approches du développement et des objectifs économiques contemporains.

Retour au contexte

L'intérêt émergent pour le patrimoine et la culture matérielle et immatérielle ne reflète pas nécessairement une valorisation de la culture en elle-même, ni de son rôle dans le développement, la modernisation et la transformation de la société. En ce sens, l'importance de la fonction de transformation que pourrait assurer l'intérêt porté à la culture et au patrimoine est diminuée au profit d'autres fonctions, souvent économiques et commerciales, politiques et parfois sociales, au maintien des modèles de relations existants. Cet intérêt ne se limite pas aux gouvernements nationaux mais aussi à l'implication des bailleurs de fond, d'entreprises mondiales et d'ONG internationales dans l'investissement culturel. Face à cela, des phénomènes répréhensibles émergent, dont certains sont directement politiques (le mouvement du 20 février, par exemple), et d'autres sous la forme d'expressions culturelles populaires ou fractionnelles généralisées qui portent des connotations politiques, sociales ou culturelles de nature oppositionnelle.

Stratégie de confinement

Les militants civils et culturels au Maroc soulignent l'interdépendance étroite entre les développements dans ces deux domaines et leurs formes d'expression, de travail et d'activités, et le cours des développements politiques dans le pays. Ces évolutions ont créé de nouvelles opportunités pour la transition démocratique et risquent en même temps de menacer cette voie. Les transformations politiques qui ont suivi à l'an 2000 ont amené un effort pour tenir compte des expressions culturelles « rebelles » (au sens culturel), les institutionnaliser, et leur attribuer une position dans les orientations du gouvernement, c'est-à-dire l'adoption de la politique d'assimilation comme tendance

"...Le financement, gouvernemental ou étranger, est devenu une condition indispensable à l'activité culturelle ..Le climat culturel général a changé aujourd'hui, de nouveaux acteurs sont entrés en scène, et il existe différents critères pour évaluer le succès et l'efficacité dont l'un des résultats est la polarisation accrue au détriment de la convergence d'espaces communs intermédiaires, à laquelle les médias sociaux contribuent fortement, en plus d'autres facteurs, notamment les programmes scolaires et les transformations politiques.

Naima – actrice de théâtre du Maroc

majeure au lieu d'une confrontation directe, de restriction et de prohibition. Cela s'est manifesté par le nombre et l'intérêt croissants des autorités pour les initiatives culturelles (comme le Festival Boulevard, un festival d'art de rue à Casablanca, le Festival AL-Mawazine à Rabat, le Festival de musique spirituelle de Fès, le Festival Gnaoua et des musiques du monde d'Essaouira, les Festivals de Marrakech et de Tanger...etc.) .Ces festivals bénéficient du parrainage officiel des autorités centrales ou locales, et des personnalités publiques et politiques prestigieuses occupant des postes importants dans leurs administrations.

Au niveau populaire, le point culminant de l'activité artistique libre en 2011 a été le plus évident entre le mouvement du 20 février et la formation du nouveau gouvernement après la modification de la constitution en septembre, avec l'arrivée au pouvoir du Parti islamiste pour

la justice et le développement après les élections. Au cours de ces mois de transition et de libération, il y a eu comme une explosion spontanée de toutes sortes d'activités culturelles et créatives dans les rues et les espaces publics : des groupes ont organisé des spectacles et des œuvres d'art, et certains ont organisé des lectures ouvertes de poésie et des activités théâtrales. Cette période a été témoin d'une activité sans précédent sur les médias sociaux, ainsi que des initiatives de toutes sortes au Maroc (comme dans divers pays arabes lors des révolutions du "Printemps arabe" dans ses première et deuxième vagues). Cependant, ce mouvement fut saisi après la formation du gouvernement, souvent avec le recours à la prohibition directe.

Culture des marges

En revanche, les quartiers et les groupes populaires et marginalisés n'étaient pas en dehors de ce contexte. Les stades sportifs ont joué le rôle d'incubateur et de catalyseur pour d'autres formes d'expression artistique à travers les chansons des fans des équipes de football populaires. Un phénomène que l'on a également observé dans d'autres pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Egypte), où les stades sportifs étaient un espace d'action politique et d'expression de protestation qui a parfois précédé le mouvement populaire dans la rue, ou interagi avec lui avec vivacité dès son déclenchement.

Conclusion

Dans les décennies qui ont précédé la Nouvelle ère (1999), **les militants civils et culturels n'ont pas dissimulé la nature politique et transformationnelle de leur mouvement et de leurs activités dans deux directions complémentaires : La démocratie (au niveau politique) et les valeurs de la modernité (aux niveaux culturel et social)**. La génération de militants chevronnés estime que les lignes de distinction entre le mouvement culturel et l'autorité qui étaient auparavant claires sont devenues ambiguës et mal alignées ; outre également un changement significatif dans la

nature des méthodes de travail des acteurs ainsi que dans les manifestations et expressions du mouvement culturel.

Et l'on peut discerner quatre évolutions :

1. Forte entrée de l'institution officielle dans les domaines du travail civil et culturel, et l'assimilation d'une partie de cette activité et de ses acteurs influents.
2. Forte entrée des acteurs internationaux et de leurs institutions culturelles.
3. L'importance croissante de la confrontation culturelle au sein de la société elle-même entre la tendance à la modernité et les tendances conservatrices dans le domaine social et culturel.
4. L'approche croissante du « projet », des financements et des partenariats avec des acteurs gouvernementaux et extérieurs, en contrepartie de l'émergence de phénomènes culturels atypiques, que ce soit sur l'espace virtuel, dans les stades sportifs, ou dans les quartiers populaires, formant une sorte de culture des marginalisés face à la culture.

A l'opposé de tout cela, et de l'autre côté, qui se réapproprie le rôle transformateur de la culture, le mouvement populaire constitue une situation culturelle atypique en deux sens : il s'agit en premier lieu d'un mouvement qui a présenté directement les valeurs de la modernité, de la transformation démocratique, de la citoyenneté et des droits humains ; et en second lieu, le mouvement lui-même a été un espace révélateur d'activités culturelles et créatives innovantes et populaires, variant entre graffitis et chansons en passant par les formes de sensibilisation et d'interaction communautaire dans les rues et les places, et dans le sens d'une transformation démocratique et d'une culture des droits sans aucune ambiguïté.

B- Tripoli (Liban) : la culture face aux stéréotypes

La ville de Tripoli-Liban a été spécifiquement choisie en raison de son image stéréotypée comme un environnement générateur de terrorisme et a été

à un moment donné appelée « Kandahar » Liban ; surtout que c'est une ville pauvre et marginalisée. Ceci pose des problèmes complexes de nature sociale et culturelle, tant au sujet de l'identité de la ville et de son image par rapport à sa réalité actuelle. Lors de la révolution du 17 octobre, Tripoli a également été surnommée la « fiancée de la révolution » et son image était l'opposée à son stéréotype précédent (Kandahar), ce qui nous pousse à poser des questions multiples.

Le contexte

Le discours stéréotypé a créé une image de Tripoli caractérisée par une trilogie : **une ville isolée de son environnement intégral (le Liban), une ville à caractère religieux islamique, et une ville pauvre et marginale**. Cependant, un regard objectif sur le parcours de la ville révèle une vie sociale et culturelle très dynamique. Pendant des décennies, cette ville a connu **un mouvement culturel exceptionnel**, tant au niveau de la publication de journaux locaux (par exemple, Albayan, Al-inshaa', Alraqib, et Altamaddon), ou au niveau du mouvement de ses centres culturels et de l'organisation d'expositions annuelles du livre et d'activités culturelles et artistiques ; tant avant, pendant et après la guerre civile de 1975, avec un changement d'acteurs et d'institutions.

D'autre part, les conflits et les combats entre Jabal Mohsen et Bab al-Tabbaneh (au début des années 1980, puis 2007-2014) ont eu un impact important et des répercussions graves sur la vie politique et culturelle au profit de certains financiers, et en raison de l'inadéquation de certains projets internationaux visant à protéger le patrimoine culturel.

L'une des plus lourds dégâts est la fermeture des salles de cinéma qui avait commencé dans les quartiers pauvres et a été généralisée dans les années 1980, en raison de la déstabilisation sécuritaire dans la ville perturbée. Le bâtiment du cinéma Rivoli a été démoli, malgré les protestations car c'était un bâtiment patrimonial, ainsi que le bâtiment historique du théâtre Inga a qui est devenu un espace d'activités commerciales

et immobilières. (Une comparaison peut se faire ici avec la vieille ville de Casablanca).

Certains clubs et centres culturels ont maintenu une activité plus ou moins raisonnable avec l'entrée de nouveaux acteurs suivant des règles plus modernes comme dans le cas du **palais Nawfal**, qui était dans le passé un lieu pour la tenue de séminaires, de conférences, d'ateliers de formation et de représentations théâtrales éducatives et musicales, et disposait d'une bibliothèque publique pour les étudiants. Un autre édifice culturel important est **l'Association culturelle**, qui organisait et organise toujours l'exposition annuelle du livre. D'autres institutions culturelles également importantes étaient **le Club des universitaires, le Conseil Culturel du Liban nord**, aussi bien des associations de femmes, de jeunes et d'environnement, des clubs de cinéma et de musique classique, etc., et des troupes de théâtre et des activités culturelles dans tous les établissements d'enseignement.

Avec la dernière vague de **travaux culturels soutenus par des partis politiques** qui bénéficient également d'un soutien international, le Centre Culturel Safadi et **la Maison d'art** sont deux institutions actives qui appartiennent à des dirigeants politiques originaires de Tripoli (Mohamed Safadi et Najib Mikati) et fonctionnent selon des règles différentes du modèle de travail culturel traditionnel que la ville a connu dans le passé.

La ville se dote d'un côté culturel de grand intérêt lié à son **patrimoine architectural historique et aux marchés anciens qui continuent d'être un centre commercial majeur**. La ville ancienne a fait l'objet du projet de préservation des quartiers et de sauvetage du patrimoine de Tripoli et de revitalisation de son héritage culturel qui a été largement financé par la Banque mondiale. Ce projet qui n'avait pas pris en compte la nécessité de lier la culture à la vie et aux moyens de subsistance de la population au lieu de simplement rénover des bâtiments, n'a finalement pas atteint les objectifs souhaités.

D'autre part, **l'Exposition internationale de Tripoli conçue par l'ingénieur brésilien de notoriété internationale Oscar Niemeyer** représente un point de repère et un site monumental exceptionnel, incomparable dans tout le Liban.

Tripoli, la fiancée de la révolution

La révolution d'octobre (17 octobre) constitue un tournant majeur dans la conscience des Libanais, et Tripoli qui ne s'écarte pas de ce contexte, a commencé à avoir **sa nouvelle image - celle de la fiancée de la révolution - qui était inhérente ou dominée dans un certain sens par le stéréotype précédent, largement monadique et imposé**.

Expressions artistiques et culturelles

L'image de la ville extrémiste est la première à s'exprimer en occultant les différents arts et expressions artistiques. Cependant Tripoli a connu des formes modernes d'expression artistique qui transcendent les anciennes formes traditionnelles de travail culturel. L'un des phénomènes artistiques les plus importants est la création du «Chorale Al-Fayhaa», une chorale internationale (a cappella) fondée en 2003, qui a changé la vie de dizaines de jeunes de Tripoli, donné à la ville une renommée mondiale et brossé un tableau complètement différent de l'extrémisme et de l'isolement.

Une autre expérience est le «**Festival du film de Tripoli**», un événement annuel lancé par Elias Khallat en 2014, c'est-à-dire avec la mise en œuvre du plan de sécurité à Tripoli. Ce festival a contribué à changer le visage de Tripoli en tant que ville marginalisée et à la placer sur la carte des événements culturels importants au niveau du Liban, avec une perspective régionale et mondiale. Le Festival a introduit le cinéma dans des quartiers populaires et marginalisés dont les habitants vivent dans une extrême pauvreté, en lançant une nouvelle culture dans ces quartiers, qui est l'organisation de «**Cinéma des escaliers**». Ce sont des spectacles en plein air sur les escaliers intérieurs des quartiers de Jabal Mohsen, Bab al-

Tabbaneh et le quartier de Shaarani, où des films soigneusement sélectionnés ont été projetés, nourrissant des concepts concernant les jeunes, hommes et femmes dans ces zones, et diffusant la culture du cinéma dans les quartiers populaires.

Initiatives civiles aussi

Les affrontements répétés sur les axes de Jabal Mohsen - al-Tabbaneh - Almankoubin, al-Qubba ont marqué tous les aspects de la vie à Tripoli. Ils ont également constitué un catalyseur à de nombreuses initiatives qui ont choisi l'approche culturelle et civile pour faire face à cette division violente et acérée de la ville, et pour en surmonter les effets, notamment avec la cessation des combats militaires et la mise en œuvre du plan de sécurité en 2014, qui a cédé la place au travail de terrain dans la région et auprès de sa jeunesse. Sur la ligne de démarcation séparant Jabal Mohsen et Bab al-Tabbaneh, siège l'association des «**Pionniers du développement**» dans la rue Syrie avec deux entrées, l'une du côté (Jabal Mohsen) et la seconde du côté Tabbaneh ; un arrangement imposé par l'emplacement de l'Association qui permet aux jeunes qui s'y trouvent de retourner chacun dans la zone où il vit sans être menacé en cas d'affrontements. Les activités de cette association, qui offrait des bourses d'études à des jeunes hommes et femmes en échange d'un travail social entre les deux zones de conflit, ont contribué à transformer la vie de bon nombre de personnes dans la région.

Il en va de même pour l'association **March**, qui a mis en place en 2016 le projet « **Notre café** », un café d'art et de culture sur la ligne de démarcation qui rassemble des jeunes, hommes et femmes de Jabal Mohsen, Bab al-Tabbaneh et la zone Al-Qubba la plus touchée par le conflit local. La présidente de l'association, **Léa Baroudi**, explique que « L'art a su transformer l'hostilité en amitié entre les habitants des deux régions grâce à «**Notre café**». La plupart des jeunes qui ont contribué à l'écriture et à la présentation de la pièce «**Amour et guerre sur le toit**» inspirée de leur vie (en 2015), avaient déjà participé à des violentes rondes des batailles dans la ville. »

Activités de sit-in

Tripoli a été la première ville à retirer les photos de ses « dirigeants/chefs » traditionnels, de ses députés et de ses ministres actuels et anciens sans exception, ce qui reflète une rupture et une sortie du cachet traditionnel de loyauté. C'est un phénomène qui était inégalé dans aucune autre région du Liban à l'époque de la révolution. La place du sit-in de Tripoli a maintenu un élan populaire et une capacité de se renouveler au fil des semaines et des mois de manière continue. Il a également été témoin de diverses activités et initiatives culturelles, telles que l'initiative de l'activiste **Obeida Tikriti** (29 ans) d'installer une tente de dialogue adjacente à La Place Al Nour, nommée « Place et Espace » où des débats et des dialogues quotidiens avaient duré des mois sans interruption pour se transformer ensuite en séminaires de dialogue virtuels.

La participation des femmes de Tripoli

A Tripoli, la participation des femmes est d'une importance supplémentaire. L'imposition d'une identité religieuse conservatrice et extrémiste est devenue un élément supplémentaire de répression de la contribution des femmes dans le travail social, qui s'ajoute à l'idée dominante selon laquelle les pauvres gens des quartiers populaires étaient moins intéressés à l'émancipation des femmes et la promotion de leur participation. Les changements provoqués par le soulèvement du 17 octobre à Tripoli ont affecté la situation des femmes. Elles sont désormais présentes dans l'espace public émergeant de différentes régions et classes sociales. Le jour du 10 novembre 2020, la ville a enregistré une grande marche de femmes (des hommes y ont participé par des milliers).

Conclusion

L'exemple de Tripoli montre la contradiction flagrante entre les stéréotypes de la ville et de ses habitants, qui sont si communs au point de les tenir pour acquis, et la réalité de la ville et sa vraie identité. La prédominance des stéréotypes n'est généralement pas sans fondement ou

entièrement inventée, cependant elle découle de deux erreurs majeures : **la première est** l'ignorance des conditions qui ont conduit à la formation de ce stéréotype, qui sont souvent des conditions d'urgence et de coercition (conflit civil armé dans la ville sur fond politique régional s'étendant par intermittence entre 1980 et 2014); **La seconde** est la falsification de l'histoire riche et diversifiée de la ville et de son présent culturel et urbain, au service des usages politiques actuels.

Or, ce que montre l'exemple de Tripoli, c'est que l'état naturel qui reflète **les choix profonds des gens ne peut être que des choix de diversité, de liberté et de culture, et que l'extrémisme est imposé, coercitif et temporaire**. Ce qui s'applique à Tripoli est susceptible de s'appliquer à toutes les villes et zones rurales de tous les pays de la région, comme le montrent certains cas de la partie thématique du rapport.



Chapitre V : Conclusions

Obstacles

Cette recherche a examiné de multiples **obstacles** au rôle important que peut jouer la culture dans la transition démocratique. Certains de ces obstacles relèvent **du champ même de la culture**. Ils sont représentés dans les stratégies d'hégémonie culturelle, de repli, d'intolérance, de prédominance des stéréotypes ou par la politisation des cultures et leur instrumentalisation au service de projets politiques des autorités ou des partis politiques.

D'autres **obstacles sont extérieurs au domaine de la culture**. Le premier est lié à l'autorité politique elle-même. En effet, le pouvoir en place tend à imprimer sa marque sur la culture dans sa relation au politique. L'autorité politique « se méfie de la culture car elle représente une autorité parallèle qui lui est égale matériellement et symboliquement. Elle est consciente que tout projet de pouvoir politique passe toujours d'une entrée culturelle.⁹»

L'une des pratiques typiques de l'autorité dans ce domaine est la pratique de la censure (avant, après, jusqu'à l'autocensure, qui se transforme en comportement d'autoprotection). C'est aussi le recours à des stratégies de confinement, ce qui perturbe les fonctions transformatrices de la culture et la met sous la domination des autorités en général d'une manière « douce et légale ». Dans les cas extrêmes, les autorités recourent à la répression directe, qui prend des formes variables dans son intensité et sa cruauté.

D'autre part, la mondialisation actuelle contribue à son tour à perturber les fonctions transformatrices de la culture et à l'orienter vers des finalités consuméristes. La mondialisation œuvre à l'uniformisation des cultures au service de la marchandisation des modes de vie, ainsi qu'à

la marginalisation et l'effacement des cultures aux capacités de diffusion limitées.

Conclusions générales

Ce chapitre comprend quelques-unes des conclusions du rapport :

1. La nécessité d'éviter les généralisations et **de réduire l'analyse de la culture et de sa relation avec la transformation démocratique à un seul facteur**, aussi important soit-il.
2. Selon les sources mobilisées, il existe des perceptions contrastées de la sphère culturelle en général. **L'observation scientifique, l'analyse du discours et des événements des révolutions arabes donnent une image davantage positive. Il est probable que les personnes regroupées dans la rue en grand nombre s'affranchissent de la pression, voire l'oppression. Cette situation tend clairement vers l'idée de société civile, de citoyenneté, de droits et de dignité, davantage que ne le montrent les études de terrain et les sondages d'opinion.**
3. L'analyse des médias sociaux (y compris Instagram) brise le stéréotype de la domination homogène de la culture conservatrice et traditionnelle dans l'espace virtuel, et soutient ainsi l'idée d'une forte présence de la culture de consommation mondialisée.
4. Il existe une grande hétérogénéité dans les systèmes de valeurs et d'idées adoptés par différents groupes, ce qui rend les jugements généraux trompeurs.
5. **Les courants que l'on peut classer dans la catégorie des mouvements civiques, en faveur de la citoyenneté, des droits de l'homme et du**

⁹Belkeziz, Abdelilah, « Au commencement était la culture », Editions L'Afrique de L'orient – (Dar Africa Al Sharq) Casablanca, 1989

développement, n'apparaissent pas comme des groupes fortement organisés et actifs dans l'espace virtuel et, dans une mesure plus relative, dans l'espace des études et de la recherche. Toutefois, ils étaient les plus forts et les plus dominants dans les moments de libération spontanée des restrictions et de la coercition, ainsi que dans les moments de présence publique massive dans la rue. Il semble qu'avec le retrait de la rue et le passage de l'action spontanée à l'action institutionnalisée (y compris les élections), l'influence de ces idées se soit estompée au profit d'autres modèles.

2. Être conscient des risques et des répercussions de l'espace virtuel parfois agressif qui peut nuire à la réussite d'un projet particulier qui tente de briser certains stéréotypes et préjugés en faveur de la diffusion d'une culture des droits.
3. Tenir en compte l'idée que les gens aspirent au changement et à la diversité, et qu'ils ne sont pas isolés, et que leur perception de leur identité est complexe mais ouverte à des possibilités de développement, en se basant sur des contextes historiques et sociétaux et sur des expériences réussies dans ce domaine.

Recommandations pour les acteurs civils

1. Il est nécessaire d'approfondir la connaissance des facteurs culturels lors de l'organisation de toute activité dans un environnement particulier, de visualiser l'impact direct du projet et d'identifier les défis que ces facteurs peuvent imposer au projet. Il faut briser les stéréotypes de la pensée dominante sans tomber dans le contre-profilage. Cela nécessite de travailler avec des groupes locaux afin de déterminer les priorités en fonction des réalités locales sans imposer une vision projetée stéréotypée sur l'environnement en question.

Culture, développement et transformation sociétale Vers la démocratie Résumé

Cofinancé par
l'Union européenne



INSTITUT
FRANÇAIS



CFI DÉVELOPPEMENT
MÉDIAS



annd
Arab NGO Network for Development
شبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية

lab'ess
| GROUPE SOS |

PITCHWORTHY
Entrepreneurship Everywhere

Powered by
bloom.pm